
Les journaux italiens à la chasse à l’“étranger”

Marcello Maneri

Une étude de l’université de Milan dévoile les mécanismes “interférentiels” de l’information: comment se fait-il que quelques milliers de réfugiés albanais aient pu être décrits par la presse comme une énorme invasion de nature presque criminelle? Pourquoi, contrairement à un passé récent avons-nous lu, même dans la grande presse modérée, des titres alarmistes et criminalisants?

En général, on peut dire que dans le discours de la presse quotidienne, “*l’immigré extracomunautaire*” (en particulier “*le clandestin*”), est représenté comme celui qui vit dans des conditions de marginalité extrême et d’isolement social, et qui tombe dans la déviance. Pour l’essentiel c’est cet imaginaire qui a précédé les arrivées des réfugiés de l’Albanie. Il faut ajouter que dans toute situation d’urgence, les quotidiens devant affronter un thème qu’ils ne connaissent pas, tendent à appliquer quelques schémas qui ont paru pertinents dans le passé, pour affronter des situations semblables. Dans le cas des arrivées d’Albanie, les schémas utilisés ont été celui de l’invasion (toute immigration en Italie est représentée comme une invasion insoutenable), et celui de la criminalité (un des catégories journalistiques émergentes de ces dernières années est précisément celui des quartiers où le racket albanais fait la loi).

Sur ces bases, s’appuie la construction d’un processus circulaire. Dans ce processus les journaux se trouvent en face d’une classe politique qui dans l’intention de se présenter “*solidaire mais rigoureuse*” ne fait que reprendre ce qu’écrivaient les journaux et l’utiliser comme prétexte pour leurs propres actions de fermeture et de répression.

Par exemple: dans les journaux court la rumeur qu’il y aurait 700 détenus évadés des prisons albanaises; le 19 mars 1997, le président Scalfaro affirme: “*Rappelons-nous que plusieurs milliers de personnes*

Hiver 1997-1998

se sont enfuies de prison, des personnes malhonnêtes". Immédiatement après les journaux se mettent à titrer: "*Albanie: 300 criminels rapatriés*". Comme on le voit, le processus est "circulaire" parce qu'à partir du moment où la politique reprend le discours et le traduit en interventions répressives et en déclarations, il fournit un supplément de réalité au discours lui-même, à partir duquel le journal peut citer l'intervention du politique, comme une preuve du fait que les choses dont il est amené à parler sont vraies. Et, en outre, le lecteur aura la confirmation du fait que, effectivement, il y avait ces criminels (celui qui a lu les journaux avec un peu d'attention s'est aperçu que beaucoup de ces personnes réexpédiées chez eux étaient celles qui avaient protesté pour les conditions d'accueil dans quelques camps, particulièrement inhumains, d'autres avaient déjà été frappés par des mesures d'expulsion, etc.).

Derrière cette représentation, on peut déceler au moins trois facteurs. Le premier est le plus immédiat: le journal doit construire une information qui soit potentiellement vraie et spectaculaire. Je cite un épisode qui m'a été raconté par un journaliste présent à Brindisi au moment des arrivées des réfugiés. Une de ses collègues romaines se plaignait pendant le repas du fait qu'elle ne comprenait pas toute cette effervescence à propos de cette criminalité: "*Pour moi ce sont de pauvres types qui se demandent ce qu'ils sont venus faire ici.*" De cette conversation, nous tenons un premier élément: les journalistes "*pour faire leur propre travail*" allaient à Brindisi à la recherche de l'Albanais criminel. Puis, nous en tirons un autre: le passage de la pauvreté à la criminalité – en lisant le matin suivant l'article signé par cette même journaliste: "*Ils ont les visages cuits par le soleil, marqués de rides précoces, visages de paysans pauvres au regard rusé, les maillots décolorés, qui sentent le fumier, visages qui semblent sortir du vieux film de Rosi, sur Salvatore Giuliano*¹... *Les criminels enfuis des prisons de Valono*² *sont passés*". Enfin "*hier matin, sur les eaux de San Cataldo*³ *flottaient les Kalashnikov*", expression restée justement fameuse.

Le second facteur qui explique la production de ce genre d'informations est la routine que des journaux emploient normalement pour les construire: comme le lien entre immigration et criminalité est désormais accueilli avec attention par l'opinion publique, le journaliste est tenté d'en parler pour en démontrer la véracité au détriment d'autres aspects de la question. Le troisième facteur est que les journalistes se sont fait une représentation sociale du phénomène migratoire, dont les sources se trouvent dans les journaux mêmes: dès le moment où il confectionne la nouvelle qui doit devenir vendable, inconsciemment le journaliste assume ces informations qui viennent constituer le propre bagage conceptuel du sens commun.

Actuellement tous ces facteurs sont à l'œuvre. Et pourtant, il y a une différence entre la représentation de l'image du réfugié albanais et celle de l'immigré criminel. Une différence que nous expliquent l'obstination d'un discours criminalisant, privé d'éléments, de faits, décemment plausibles: la politique extérieure.

Dans le gouvernement des grandes villes (où au moins existent des “faits” de chronique noire sur lesquels “travailler” encore bien que gonflés et sélectionnés), on trouve des nuances différentes entre les philosophes qui cherchent à donner une réponse au “problème de l’immigration”. Toute la grande presse, des partis du gouvernement et ceux de l’opposition, au contraire, proposent la même idée: comment doit-on fonder les rapports entre l’Italie et les pays économiquement peu développés: contenir le plus possible les déplacements de la force de travail des pays de la périphérie de l’Italie et délocaliser la production d’ici à là-bas, en s’assurant le contrôle de la gestion de ces processus, par exemple avec une “mission de paix”. L’information des journaux me semble objectivement fonctionnelle à cette idéologie. Ainsi l’inquiétude au sujet de cette invasion devient une façon de dire que le “bon Albanais” est celui qui reste chez lui et même qui travaille pour nos entreprises. Tandis que la criminalisation des Albanais rentre dans un processus objectif de délégitimation du réfugié, transformé en immigré clandestin. La tragédie du canal d’Otrante⁴ confirme cette impression. Un événement qui mettait en crise cette idéologie (et l’envoi de la force de paix qui s’en suivit) a été reconduit à l’intérieur de cette même idéologie. Ce qui, dans les premiers comptes-rendus est appelé “éperonnage”, devient alors “choc, collision”, donc “naufrage”. A la fin, les explications que les journaux donneront de la tragédie seront de trois types: c’est une tragédie et donc en tant que telle inexplicable; c’est la faute des transporteurs qui sont des passeurs inhumains; les institutions lentes et bureaucratiques de la Communauté internationale n’ont pas donné assez tôt à l’Italie l’autorisation de guider la mission multilatérale, qui aurait empêché cet incident: un vrai chef d’œuvre.

Marcello Maneri est sociologue de la communication; Université de Milan.

¹ Célèbre bandit italien des années 30 qui travaillait pour la Mafia.

² Valono: port du sud de l’Albanie où a éclaté l’insurrection contre le régime de Berisha.

³ Dans la baie de Lecte, port côtier du sud de l’Italie.

⁴ Un vieux remorqueur part d’Albanie rempli de réfugiés, dont des femmes et des enfants, a été autoritairement stoppé le 28 mars 1997 par un

bateau de guerre italien qui l'a éperonné. Le bateau des Albanais s'est renversé et a coulé (plusieurs dizaines de noyés) L'objectif était d'empêcher le bateau d'atteindre les côtes italiennes.